

Canadiennes, en raison de leur culture, de leur éducation, de leurs voyages et de leur expérience professionnelle, sont, plus que jamais, en mesure de contribuer à la formulation de politiques. Cette culture, cette éducation, cette expérience internationale sont de magnifiques qualités qu'aucun pays ne possède plus que le Canada.

Le gouvernement libéral ne part pas de zéro dans cet examen de la politique étrangère. Alors même que nous étions dans l'Opposition, nous avons consulté le peuple canadien sur toute une gamme de questions telles que la réforme de l'ONU [l'Organisation des Nations Unies], l'aide, les droits de la personne et le développement durable. Nous avons formulé nos principes avec clarté et c'est sur eux que nous souhaitons fonder notre examen. Mon voeu le plus cher est que nous soyons capables, à la fin de ce processus, de formuler une politique étrangère plus cohérente, dans laquelle les divers éléments qui la constituent, à savoir l'aide, le commerce, la défense, l'environnement, la santé, l'agriculture, l'immigration et la politique viendront se compléter mutuellement.

Par le passé, ces éléments ont souvent pris une orientation propre sans égard à leurs conséquences pour d'autres secteurs avec, pour résultats, des politiques qui allaient à contre-courant, risquant d'annuler leurs avantages respectifs. Si nous conservons cette approche à courte-vue, nous condamnons notre fragile planète. Nous devons harmoniser nos rares ressources, aussi bien publiques que privées, afin d'exploiter au maximum notre potentiel limité. Nous avons besoin de revoir entièrement notre politique étrangère pour mieux comprendre comment obtenir des résultats cohérents.

En prenant la parole aujourd'hui au cours de ce débat, je me propose de situer les questions qui nous intéressent dans ma zone de responsabilité, l'Amérique latine, Antilles comprises, et l'Afrique.

Je voudrais commencer par quelques réflexions concernant l'Afrique. C'est un continent riche en culture, en ressources humaines et en merveilles naturelles et, en tant que tel, je crois qu'il mérite notre attention et notre considération.

De 650 millions d'habitants qu'elle est aujourd'hui, la population de l'Afrique pourrait doubler d'ici l'an 2010. Les Canadiens et Canadiennes doivent déterminer quel poids leur population de 27 millions d'habitants peut avoir pour améliorer les conditions de vie de 650 millions d'Africains. Que pouvons-nous faire pour éviter que les peuples de l'Afrique ne soient forcés d'anéantir leurs ressources naturelles pour survivre? C'est dans ces circonstances que les préoccupations environnementales deviennent pour le Canada une question de sécurité aussi importante que le terrorisme.